



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 04 novembre 2022

Rédacteur : Luc Boyer

Pakistan : Veille économique du 04/11/2022

La visite du Premier ministre pakistanais en Chine (i) amorce le règlement de 723 M USD de « dette circulaire » aux IPP chinoises et la création d'un fond de remboursement de 50 Mds PKR (226,6 M USD) ; (ii) permet la mise en place d'un système de compensation basé sur le Yuan ; (iii) est l'occasion de diverses annonces chinoises dans le secteur des énergies renouvelables et du transport ; (iv) mais aucun élément factuel n'a fuité concernant un rééchelonnement total ou partiel de la dette vis-à-vis de la Chine estimée à 27 Mds USD dont 11 Mds USD de dette publique.

Grandes lignes du rapport d'évaluation des besoins post-catastrophe - PDNA – rendu public le 28 octobre. Les pertes économiques sont évaluées à plus de 30 Mds USD. L'impact direct des inondations sur le PIB se traduit par un ralentissement de la croissance, à 2,2 % sur l'exercice budgétaire 2022/2023 (la croissance du secteur agricole devrait se contracter à + 0,9 % du PIB).

Le déficit commercial a diminué de 27% au cours des quatre premiers mois de FY 2022/2023 en raison d'une forte baisse des importations. En glissement annuel, l'augmentation de l'IPC moyen s'est établi à 26,6% (29,5% en zone rurale). Interrogations sur les décisions du gouvernement concernant la baisse des rentrées fiscales issues de la TVA et des droits d'accise sur les carburants.

La visite du Premier ministre pakistanais en Chine

(i) amorce le règlement de 723 M USD de « dette circulaire » aux IPP chinoises et la création d'un fond de remboursement de 50 Mds PKR (226,6 M USD) ;

On notera (i) que les experts n'ont toujours pas stabilisé le chiffre de la dette circulaire de l'énergie (est-elle située à 1,5 ou à 4 Mds USD ?). On ne peut donc pas apprécier si la partie chinoise a accordé un rééchelonnement partiel concernant la dette circulaire ; (ii) que la loi de finances 2022/2023 avait provisionné et déjà rendu public ce montant le 30 juin dernier.

(ii) permet la mise en place d'un système de compensation basé sur le Yuan ;

Cet accord de compensation a été signé par la banque centrale pakistanaise (la SBP) et la Banque populaire de Chine. Il ne se substitue pas, du moins à ce stade, à l'accord permanent d'échange de devises portant sur 10 Mds de renminbi (1,58 Mds USD) signé en décembre 2011 entre les deux pays.

(iii) est l'occasion de diverses annonces chinoises ;

Ces annonces concernant l'installation de centrale solaires pour une capacité totale de 10 000 MW et des projets de transport ferroviaire.

(iv) mais aucun élément factuel n'a fuité concernant un rééchelonnement total ou partiel de la dette vis-à-vis de la Chine estimée à 27 Mds USD dont 11 Mds USD de dette publique.

Or, on se rappelle que le ministre des Finances indique depuis le début du mois d'octobre que le Pakistan n'opterait pas pour un Club de Paris pour lui préférer une approche bilatérale de rééchelonnement de la dette chinoise.

Grandes lignes du rapport d'évaluation des besoins post-catastrophe – Post Disaster Needs Assessment – rendu public le 28 octobre.

Le Pakistan a officialisé le 28 octobre la publication du Post-disaster needs assessment (PDNA), réalisé avec le concours des partenaires du développement (BAsD, PNUD, BM et UE). Ce document, qui reprend une méthodologie des bailleurs multilatéraux éprouvée après les inondations au Mali de 2019 et après le tremblement de terre de 2021 en Haïti, se conclut sur un chiffrage plus mesuré des besoins de reconstruction des infrastructures publiques estimés à 16,3 Mds USD, pour des pertes économiques évaluées à plus de 30 Mds USD. Sur la base de ce rapport, les institutions financières internationales doivent continuer leurs échanges avec les autorités pakistanaises (ministère du Planning, du climat et des affaires économiques) pour définir un « Detailed Disaster recovery framework » et en parallèle un plan de financement avec une priorisation par secteurs.

Bilan humain : les inondations ont tué 1730 personnes, 33 millions de personnes ont été touchées et plus de 8 millions de personnes ont été déplacées. L'évaluation de l'impact humain du PDNA souligne que le taux de pauvreté national pourrait augmenter de 3,7 à 4 points de pourcentage, soit entre 8,4 et 9,1 millions de pauvres supplémentaires se situant en dessous du seuil de pauvreté.

Les pertes économiques sont évaluées à plus de 30 Mds USD. Le montant nécessaire pour la reconstruction est évalué à 16,3 Mds USD, sans compter les nouveaux investissements pour soutenir l'adaptation du Pakistan au changement climatique et la résilience du pays aux futurs chocs climatiques.

Les pertes les plus importantes sont enregistrées dans le logement (5,6 Mds USD) ; l'agriculture et l'élevage (5,6 Mds USD) ; le secteur des transports (3,7 Mds USD) et des communications (3,3 Mds USD). Le Sindh est la province la plus touchée, suivie du Balouchistan, du Khyber Pakhtunkhwa et du Pendjab.

L'impact direct des inondations sur le PIB devrait, selon le PDNA, ralentir la croissance à 2,2 % sur l'exercice budgétaire 2022/23. La croissance du secteur agricole devrait se contracter à + 0,9 % du PIB. Les dégâts et pertes agricoles (filières coton, céréales, riziculture) auront des retombées sur les industries textiles et agro-alimentaires et sur le commerce extérieur.

Le déficit commercial a diminué de 27% au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2022/2023 en raison d'une forte baisse des importations.

L'écart entre les importations et les exportations s'est établi à 11,5 Mds USD au cours de la période juillet-octobre, en diminution de 4,2 Mds USD en glissement annuel.

Sur la même période, les exportations sont restées stables (moins de 1% de croissance) à 9,5 Mds USD. L'objectif gouvernemental annuel d'exportation de 38 Mds USD semble d'ores et déjà hors d'atteinte.

En octobre 2023, le déficit commercial s'est réduit de 42 % pour s'établir à 2,3 Mds USD en octobre, ce qui pourrait contribuer à une balance des paiements positive en fonction de l'importance des transferts de fonds des Pakistanais résidant à l'étranger.

On rappellera que ces résultats ont été obtenus grâce à des mesures restrictives concernant la mise à disposition de dollars américains pour l'importation par la banque centrale (la SBP).

En glissement annuel, l'augmentation de l'IPC moyen s'est établi à 26,6% (29,5% en zone rurale).

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'était établi à 9,2% en octobre 2021. L'IPC moyen au cours des quatre premiers mois de FY 2022 était de 25,49 %. L'IPC urbain a augmenté de 24,6 % en année glissante sur une base annuelle en octobre 2022 en revanche, il a progressé de 29,5% dans les zones rurales, conséquence de l'impact des inondations sur les réseaux logistiques et d'approvisionnement.

Quelles décisions prendra le gouvernement concernant la baisse des rentrées fiscales issues de la TVA et des droits d'accise sur les carburants ?

La collecte des revenus issus de la TVA et des droits d'accise sur les carburants sur la période allant de juillet à septembre 2022 s'est établie à 52 Mds PKR, alors que l'objectif fixé par la loi de finances était de 187,5 Mds PKR. L'administration des impôts (le FBR) considère que cette baisse des revenus liée au ralentissement de l'activité au Pakistan, qui est suivie de près par le FMI, pourrait rendre nécessaire une nouvelle augmentation de la fiscalité sur les carburants.